

Tribune libre

La paupérisation de la France d'ici 2030-2035

par Laurence Tardiveau

La France est en voie de paupérisation et d'ici 2030-2035 cette paupérisation ne fera que s'accroître. Entendons-nous bien : il ne s'agit pas ici des 3 ou 4 millions de pauvres qu'on cherche à dénombrer, c'est presque toute la société qui sera atteinte (en dehors du décile supérieur des revenus) ; on constatera une paupérisation des fonctionnaires, une paupérisation des cadres (qui les conduira sans doute à émigrer), une paupérisation des professions libérales... Cette paupérisation, qui rappellera fâcheusement les années 1932-1938, sera aggravée par des mesures législatives ou administratives médiocres pour « aider les pauvres » qui ne feront (et ne pourront faire) qu'aggraver le mal... La *paupérisation* est un mal insidieux qui a atteint la France depuis 1992 avec l'ouverture des frontières, la déréglementation européenne, les délocalisations, elle s'est développée lentement (les discussions sur le « pouvoir d'achat » et l'indice des prix en 2007-2008 ont montré qu'on en prenait conscience difficilement : la pauvreté est, pour partie, une notion subjective...). Or la crise économique de l'Occident qui se développe en 2008, et qui est « probablement » une crise longue, va provoquer des mécanismes de paupérisation qui vont s'accroître d'ici 2030-2035 sans qu'on en soit toujours bien conscient (c'est une paupérisation *rampanante*, « en nappe », les glissements sont invisibles, on a bien du mal à la mesurer). Il n'est pas convenable, certes, de parler de la paupérisation de la « Nation France » en 2030 ; nous voudrions seule-

ment avancer quelques propositions concernant les sources, les facteurs d'aggravation, les conséquences, et les perspectives probables.

I. Causes principales

Il faut bien comprendre les sources probables de cette paupérisation qui va s'accroître nécessairement d'ici 2030-2035.

Première source : la disparition du tissu industriel, ou plus brutalement la *désindustrialisation*, sous l'effet de la mondialisation et des modes de gouvernance des entreprises « internationales », et — ainsi que l'a rappelé fortement Nicolas Sarkozy — un État qui n'a plus d'industrie, n'a plus d'économie. On ne peut se contenter d'être un pays voué aux services, ou à la recherche, ou aux spéculations financières : c'est l'industrie qui est la source des innovations techniques, et qui diffuse les progrès scientifiques, les services n'ont pas toute l'importance qu'on tente de leur attribuer. Or province par province on peut prévoir déjà la disparition d'ici 2030 de la majorité des entreprises et la perte d'indépendance des autres.

Deuxième source : les centres de décision partent à l'étranger, les multinationales ont leur logique financière propre, leurs critères de rentabilité : ce qui aggrave la fragilité du tissu industriel, mais aussi des services (y aura-t-il encore une grande banque française en 2030 ?).

Troisième source : la délocalisation des industries, des centres de recherche, et même des services (ainsi pour certains services d'assurances ou services informatiques) : d'ici 2030 le mouvement ne pourra que s'accroître.

Quatrième source : le poids des prélèvements sociaux dont l'accroissement est démesuré en raison de l'explosion des besoins de santé, de l'indemnisation « non contrôlée » du chômage (qui oserait contrôler un chômeur ?) et du mauvais état sanitaire d'une partie non négligeable de la population : or tôt ou tard on assistera à une augmentation « déraisonnable » de la CSG, et peut-être à une TVA sociale aux effets douteux.

Cinquième source : les prélèvements fiscaux au profit de l'État, pour son fonctionnement et ses interventions directes ou indirectes dont personne n'évalue réellement l'efficacité (ainsi dans le domaine social, le domaine culturel, et même dans le domaine de l'enseignement supérieur : comment peut-on tolérer un taux d'échec aussi élevé en première année de faculté ? Ne faut-il pas introduire le recrutement sur dossier, ou établir un examen d'entrée ?). Or personne ne veut vraiment réduire les dépenses de l'État, ni celles des collectivités locales.

Sixième source : le poids d'une immigration dont le coût est de plus en plus élevé, car elle pèse sur les dépenses scolaires, les dépenses de santé, les dépenses sociales (Maurice Allais l'avait montré naguère) ; d'ici 2030, si rien n'est fait, la charge sera considérable.

Septième source : le vieillissement de la population (avec l'allongement de la durée de vie), qui accroît les besoins d'aides de toute sorte, les dépenses de santé : on ne sait comment calculer ce coût en 2030.

Huitième source : les « prélèvements » au profit de capitalistes étrangers, soit au titre de la dette publique, soit au titre d'actionnaires d'entreprises françaises (les fonds d'investissement sont de plus en plus présents dans le capital des entreprises) : ce versement de *rentes* devrait notablement s'accroître dans les prochaines décennies.

Neuvième source : les contraintes européennes, qui enlèvent toute souplesse de manœuvre, empêchent les adaptations nécessaires, au nom de grands principes d'égalité, de concurrence. Or avec le nouveau traité européen en cours de ratification, il ne

sera plus possible, en principe, d'avoir une politique économique indépendante et réagissant rapidement aux circonstances (il faudra sans cesse demander des dérogations).

Dixième source : l'affaiblissement de la recherche fondamentale et appliquée, et le *brain drain* des chercheurs : d'ici 2020 on risque d'en voir les conséquences, la France est à la traîne dans bien des secteurs (ainsi dans l'économie du numérique).

On a là un ensemble de causes « probables », dont le plein effet apparaîtra dans les années 2025-2035, le niveau moyen de vie baissera sensiblement, on aura de plus en plus de gens pauvres, ou appauvris, soit en activité, soit retraités, et le système des transferts sociaux sera totalement dérégulé, il ne pourra faire face aux besoins réels, il sera probablement en état de faillite.

II. *Facteurs d'aggravation*

L'analyste a quelque mal à saisir les *effets dépressifs* à 15-20 ans de cette « paupérisation » : les variables sont nombreuses. Rappelons quelques facteurs d'aggravation qui sont déjà sensibles.

Premier facteur : le refus politique de toute réduction des *acquis sociaux*, au nom d'une vision archaïque (l'affaire dite des intermittents est exemplaire) : la France paraît « ingouvernable » dans ce domaine.

Deuxième facteur : le refus d'allongement de la durée du travail (avec compensation...) et le refus de relèvement de l'âge de la retraite (il faudra probablement aller jusqu'à 70 ans, si l'on est raisonnable...).

Troisième facteur : le risque de réactions politiques brutales sur le modèle de 1936 ou de 1981, qui conduisent à des changements catastrophiques des règles du jeu (personne ne songe aujourd'hui à analyser les effets désastreux des nationalisations de 1981 !).

Quatrième facteur : la baisse de la natalité provoquée par des mesures maladroites, par exemple la réforme de la fiscalité des allocations familiales (au nom de la justice sociale !) et par le poids accru de la fiscalité directe et indirecte (les difficultés dès le deuxième enfant ne sont pas compensées).

Cinquième facteur : l'incapacité à maîtriser une immigration nord-africaine ou d'Afrique noire, qui a du mal à s'intégrer en raison de ses handicaps socio-culturels et d'un communautarisme accru, qui

tire le niveau moyen des revenus vers le bas et finit par créer des *poches de pauvreté* dangereuses (les *zones de non-droit*). On imagine mal les risques à terme d'une société multi-ethnique multi-culturelle prônée ici et là.

Sixième facteur : l'usure du système administratif, et notamment de l'administration sociale, qui gère très difficilement, depuis le 2^e choc pétrolier, les chômeurs, les gens en difficulté, les immigrés : il y a une étonnante pénurie d'idées sociales depuis trente ans.

Septième facteur : la réduction de la nation France à une nation « *de seconde zone* », qui n'a plus de ressort, qui risque tôt ou tard de devenir un pays rural, un « pays de touristes ». La conscience de n'être plus qu'une nation secondaire provoque nécessairement le découragement, l'inaction (on l'a bien vu dans l'affaire Mittal-Arcelor), on ne résiste plus aux « manipulations » de la technocratie européenne, qui défend de grands principes libéraux probablement dépassés (ils datent des années 1960...).

Or si tous ces facteurs d'aggravation jouent dans le même sens, il n'y a à espérer aucune amélioration du système, aucune novation et la *spirale de la paupérisation* ne sera plus contrôlable, elle deviendra de plus en plus visible, évidente, et on prendra des mesures onéreuses pour « aider les nouveaux pauvres », qui seront inefficaces.

III. Conséquences

Si l'on examine les conséquences de cette paupérisation, on ne peut qu'être très pessimiste à l'horizon 2025-2030.

Première conséquence : la régression intellectuelle de la « nation France » concerne : 1^o) le niveau de l'enseignement secondaire ; 2^o) l'enseignement supérieur (même s'il y a progression apparente du nombre d'étudiants), 3^o) les activités de recherche (taux de création, d'invention et d'innovation) ; 4^o) la production intellectuelle sur toutes ses formes. La régression est déjà présente, on peut l'observer de biais ; il n'y a pas depuis vingt ans de philosophe important, le niveau de l'enseignement supérieur en sciences humaines baisse (on n'a plus de « patrons ») et le déclin de la recherche scientifique, pour des raisons de moyens et surtout de bureaucratisation, est déjà amorcé depuis dix ans. On va pouvoir facilement observer les mécanismes de cette régression intellectuelle, qui est « visible ».

Deuxième conséquence : la paupérisation a des effets boule de neige :

— sur le niveau de vie, on doit assister, suivant le niveau culturel et le niveau social, à des *sacrifices* (quand les ressources diminuent, que va-t-on sacrifier en premier ?). Comment va évoluer le niveau d'épargne sur 20-30 ans ? Comment les fortunes vont-elles s'émietter, disparaître ?

— la paupérisation atteindra le plus les maillons faibles :

- les vieux, et notamment les survivants isolés ;
- les femmes, notamment les femmes isolées ;
- les jeunes (l'emploi « traditionnel » diminuera inéluctablement, en « peau de chagrin », la concurrence sera très vive pour les nouvelles formes d'emploi) ;
- la population immigrée, ou d'origine immigrée, compte-tenu de ses handicaps socio-culturels, et de ses difficultés d'insertion ;

— le niveau des soins devrait être atteint, peut-être le taux de mortalité des personnes âgées et des enfants va-t-il s'accroître, la qualité des soins (dans le secteur public et privé) devrait diminuer.

Troisième conséquence : la paupérisation devrait atteindre l'appareil étatique sous toutes ses formes (au surplus que sera l'*État France* en 2030, compte tenu de l'intégration européenne qui lui enlèvera certaines attributions capitales ?). On devrait constater en 2030 :

— un affaiblissement des moyens financiers (mais les prélèvements au titre de l'Europe auront fortement augmenté par rapport à 2010) ;

— un affaiblissement sensible des moyens militaires (certes, la défense européenne est chose opaque, mais l'appareil militaire français « autonome » risque fort d'être affaibli (même l'appareil nucléaire), et le niveau technique sera médiocre faute de moyens et d'investissements) ;

— une régression de l'appareil administratif, en raison de la réduction obligatoire des dépenses de l'État et des dépenses des collectivités locales (on sera obligé d'« encadrer » et de limiter les dépenses des collectivités locales) ; on reviendra à une administration *pauvre*, comme entre 1934 et 1950, on sera obligé d'abandonner certaines missions trop onéreuses, d'efficacité douteuse (notamment en matière sociale, judiciaire ou culturelle).

Quatrième conséquence : l'absence d'investissements neufs et d'entretien du capital conduira à une sorte de vieillissement et parfois de destruction du capital immobilier (privé *et* public) : ce sera là une régression fort sensible (elle atteindra au départ le patrimoine public, notamment le patrimoine historique, faute de moyens financiers, mais elle touchera peu à peu, « en nappe », le patrimoine immobilier privé, comme entre 1920 et 1950).

Cinquième conséquence : la régression concernera aussi les modes de vie, d'utilisation du temps : les gens vivront de plus en plus dans l'imaginaire, à titre de compensation comme dans certains pays sous-développés ; on dépassera facilement les taux moyens de 3 heures de télévision par jour, et de 2 heures d'Internet par jour pour les jeunes. On ne sait pas encore les répercussions de la paupérisation sur l'imaginaire social (comment utiliser son temps libre quand on n'a pas d'argent ?) ; l'accroissement « probable » de la consommation (plus ou moins tolérée) de drogues de plus en plus dures est un signe évident.

IV. *Perspective*

On voit bien l'ampleur des *dérives* ou des *dérappages* « prévisibles » à l'échelle 2030-2035 ; tous les secteurs de la vie sociale, intellectuelle, religieuse seront touchés, et on n'en finit plus de saisir les formes de cette paupérisation, ses conséquences *en chaîne* sur la société, les mœurs, la « morale », la vie politique : les *déclinologues* ont un beau champ d'études. Mais on doit chercher à comprendre ce qui pourrait se passer.

Première forme : la pénurie d'idées. Le rapport Attali, par sa banalité même, montre bien les limites de l'*imaginaire bureaucratique* actuel, et en période de régression, on multipliera d'ici 2030 les rapports sur la paupérisation, la pauvreté, la misère, la décadence intellectuelle, l'abaissement du niveau de la recherche, etc. : tous ces rapports n'auront aucun effet (tout comme les beaux rapports des années 1930...).

Deuxième forme : la paupérisation aura des traductions politiques, qu'on a quelque mal à imaginer : des *utopies* d'extrême gauche et de gauche « doctrinale », des réactions nationalistes, protectionnistes, populistes des partis « anti-européens » (il est probable qu'une partie des Français dans 10 ou 15 ans

voudra sortir de l'Europe — mais ce sera trop tard...).

Troisième forme : l'imaginaire *déraisonnable* peut aller très loin ; on ne peut, hélas, écarter les risques de *guerre civile*, avec des minorités ethniques qui s'estiment bernées (ou qui sont excitées de l'extérieur) ou avec des « alternances » contestées (des majorités à 50,02 %...) ; la paupérisation ne peut qu'exciter les passions politiques (tout comme en 1933-1936).

Quatrième forme : la paupérisation va entraîner des formes massives de découragement :

— le *brain drain* devrait normalement se développer (avec des effets cumulatifs) ;

— on méprisera de plus en plus les institutions, les règles du jeu politique et du jeu social, on cherchera à les détruire de l'intérieur ;

— on méprisera ou on rejettera l'idée même de la *nation* (ce mépris sera encouragé de l'extérieur, notamment par des institutions européennes « impérialistes » ou au nom d'une idéologie européenne dévoyée) ;

— les *manipulations d'opinion* seront de plus en plus faciles, nombreuses, dangereuses ; on travestira ouvertement les réalités, on dissimulera, on parlera sans cesse de justice sociale, d'équité, de *droits de l'homme* — ou d'écologie. Une société « paupérisée » se prête à toutes les manipulations — et toutes les manipulations ne sont pas à fins politiques.

On peut spéculer sur les diverses formes de la paupérisation : en fait (et on le voit dès maintenant) la paupérisation provoquera des réactions qui relèvent de l'*irrationnel*, qui ne sont pas *prévisibles*.

Conclusion

On voit bien notre embarras pour définir ce que pourra être cette paupérisation : personne n'a de vue claire en ce domaine. Quelles leçons peut-on tirer de ces quelques réflexions ?

Première leçon : on ne peut plus croire les économistes, les bureaucrates qui ne raisonnent qu'en terme de croissance : la crise financière des USA en 2007-2008 a renversé les principes de l'économie politique telle qu'elle était enseignée (comme le notait un observateur en janvier 2008, « les grands principes sont balayés, les orthodoxes deviennent hétérodoxes, c'est le sauve-qui-peut idéologique »).

Il faut désormais savoir raisonner en termes de *décroissance longue*, de paupérisation accrue des populations et des systèmes.

Deuxième leçon : il faut inventer des appareils de mesure nouveaux, adapter à l'analyse des mécanismes de la *paupérisation* de la société d'ici 2030-2040 ; tout notre appareil statistique tend à observer la croissance, l'investissement, il ignore le déclin, la régression : or il faut cinq-dix ans pour monter un tel appareil d'observation.

Troisième leçon : on devrait disposer d'une bonne *théorie de la paupérisation* d'une nation comme la France, qui risque tôt ou tard d'être une nation « de troisième zone », sans prestige intellectuel, une nation « agricole » incapable d'enrayer son déclin... Ce sont peut-être là des rêveries noires, mais depuis quinze ans, on ne peut plus écarter ces hypothèses (24 avril 2008).

L. T.